

## Le poids économique des ISBL en Belgique : mise en perspective du secteur à profit social

Avec 5,4 % du PIB et 12,3 % des emplois salariés en 2014, 58 % de la création d'emplois dans l'économie belge entre 2009 et 2014 et une croissance moyenne de la valeur ajoutée (VA) totale brute supérieure au reste de l'économie (3,9 % contre 2,8 %), les institutions sans but lucratif (ISBL) confirment leur dynamisme et importance dans l'économie belge.

Ce sont là les principaux enseignements du dernier rapport de l'Observatoire des associations et des fondations de la Fondation Roi Baudouin (FRB) sur "[Le poids économique des ISBL en Belgique](#)". Ce rapport traite des données de l'année 2014 et analyse les dynamiques sur la période de 2009 à 2014. Mais qu'en est-il de la contribution des entreprises du secteur à profit social ? Quelles sont les caractéristiques du secteur à profit social ?

### QU'EST-CE QU'UNE ISBL ?

Les statistiques du rapport de la FRB sont basées sur les données du compte satellite des ISBL de la Banque nationale de Belgique. Concrètement, cela couvre l'ensemble des ASBL, les fondations, temporels du culte, syndicats, unions professionnelles et les partis politiques. Les organisations publiques sont exclues et **seules les ISBL qui occupent des travailleurs salariés** et/ou déposent leurs comptes annuels à la BNB sont prises en compte.

### LE SECTEUR À PROFIT SOCIAL EN BELGIQUE ET EN WALLONIE

Dans ce périmètre, que représentent les entreprises à profit social ? En Belgique, sur un total de 18.847 ISBL en 2014, **8.319 (44 %) sont issues du secteur à profit social** ("ISBL au service des ménages") et 10.528 (56 %) ISBL sont des producteurs marchands ("sociétés non-financières"). Entre 2009 et 2014, la part de ces dernières a augmenté de 10,3 %, contre une baisse de 7,8 % pour les ISBL du secteur à profit social.

La répartition régionale des ISBL et leur progression entre 2009 et 2014 démontrent une **relative stagnation (+ 1,5 %) en Wallonie** pour s'établir à 7.048 ISBL (39 %) en 2014. Cette stagnation contraste avec une diminution des ISBL (- 4 %) en Flandre (6.206 ISBL en 2014 / 34 %) et une augmentation de 7,3 % en Région de Bruxelles-Capitale (4.996 ISBL en 2014 / 14 %). Ces différences régionales s'expliquent par une taille moyenne des ISBL en nombre d'emplois plus petites en région bruxelloise et une **augmentation des tailles des ISBL en régions wallonne** et flamande qui traduit un phénomène de concentration.

Au niveau de la nature des activités des ISBL, ce sont les **branches de l'action (médico) sociale** (23,5 %) et des **arts, spectacles et activités récréatives** (16,7 %), **qui concentrent le plus grand nombre d'ISBL**, sans prendre en compte le groupe des "autres activités de services" (37,2 %) qui est davantage hétérogène dans sa composition (syndicats, partis politiques, regroupement professionnels, organisations religieuses, etc.).

## UNE PRODUCTION DE RICHESSE CONCENTRÉE DANS DEUX BRANCHES D'ACTIVITÉ

L'analyse de la VA selon la branche apporte une perspective différente. Tandis que le poids de l'action (médico) sociale se confirme (35 % de la VA des ISBL en 2014), la faible contribution des ISBL dans les arts, spectacles et activités récréatives (3,9 %) contraste avec **la forte concentration en VA de la branche de la santé** à hauteur de 34,4 %, alors que celle-ci ne représente que 4 % du total des ISBL. Cette concentration de la VA s'explique par l'inclusion des hôpitaux qui influencent à la hausse la VA brute moyenne dans la branche santé humaine : 9,8 millions € contre 1,2 millions € toutes branches confondues. La croissance annuelle moyenne confirme cette tendance, tant au niveau de l'action (médico) sociale (4,5 %) que de la santé humaine (4,1 %) qui se démarque de l'ensemble des ISBL (3,9 %).

Plus largement, l'analyse du poids relatif des ISBL par branche d'activité dans l'ensemble de l'économie **confirme le poids économique des entreprises du secteur à profit social**. En effet, les ISBL actives dans l'action (médico) sociale contribuent à 80,1 % de la création de VA totale dans cette branche, les ISBL dans la santé humaine (41,7 %) et dans les arts, spectacles et activités récréatives (34,5 %) confirmant par ailleurs leur poids économique dans leur branche respective. Il faut aussi relever que l'apport des ISBL dans la VA totale dans la branche de l'agriculture (0,3 %) et de l'industrie (1,3 %) est très faible, les ISBL concernées étant principalement des entreprises de travail adapté (ETA).

## DES DÉPENSES ESSENTIELLEMENT DÉDIÉES AU PAIEMENT DES SALAIRES

Au sujet de la gestion financière des ISBL, l'analyse des dépenses nous apprend que les **ISBL du secteur à profit social ont moins recours au crédit bancaire** que les sociétés du secteur marchand. En complément, les ISBL du secteur à profit social consacrent **davantage de transferts courants par des dons en espèces et en nature** que les ISBL du secteur marchand.

Une autre spécificité des ISBL du secteur à profit social réside dans **les coûts de production qui sont principalement dédiés au financement des rémunérations** (56 %), à la différence des sociétés non financières pour lesquelles ce poste ne représente que 22 %. Cependant, **l'importance des rémunérations dans les coûts de production des ISBL n'est pas homogène dans toutes les branches d'activité**. Ainsi, les rémunérations représentent 81 % des coûts de production dans l'action (médico) sociale, 77 % dans l'agriculture et l'industrie, 64 % dans l'enseignement, 52 % dans les arts, spectacles et activités récréatives et 49 % dans la santé humaine.

Le fait que les ISBL dans le secteur de l'agriculture et de l'industrie soient principalement des ETA explique l'importance du poste des rémunérations. En effet, celles-ci sont spécialisées dans des produits à faible VA mais à forte intensité de main d'œuvre. L'analyse des dépenses d'investissement des ISBL confirme par ailleurs la **forte utilisation de main d'œuvre dans le secteur à profit social qui se caractérise par une faible intensité capitalistique** avec un montant d'investissement par travailleur salarié trois fois moins élevé que pour les sociétés du secteur marchand.

De plus, l'étude des coûts de production démontre que les impôts nets des subventions sur la production pour les ISBL sont négatifs, tant pour le secteur à profit social (- 6,5 %) que pour le secteur marchand (< 1 %). Autrement dit, **les ISBL perçoivent en moyenne plus de subventions qu'elles ne paient d'impôts sur la production**, ce qui est plus particulièrement le cas avec les ETA actives dans l'agriculture et l'industrie qui bénéficient d'aides publiques à l'emploi.

#### UN FINANCEMENT PUBLIC IMPORTANT MAIS INÉGALEMENT DISTRIBUÉ ENTRE LES SECTEURS

La dominance du financement public (48 %) dans les ressources courantes des ISBL est complétée par des ressources issues des ménages (29 %) et du secteur privé belge et de l'étranger (23 %). **Entre 2009 et 2014, la légère progression du financement public (+ 1,4 %) s'est faite au détriment de l'apport des ménages (- 0,9 %) et du secteur privé belge et de l'étranger (- 0,5 %).** C'est la branche de la santé humaine (79 %) qui dépend le plus du financement public, de même que celle de l'action (médico) sociale (47 %) qui équilibre néanmoins la provenance de ses ressources avec les ménages (41 %). La branche de l'agriculture et de l'industrie et celle des services se démarquent avec la prédominance de ressources provenant du secteur privé belge et de l'étranger, avec respectivement 89 % et 73 %.

Dans l'agriculture et l'industrie, il est paradoxal de constater, d'une part, un fort subventionnement public qui se traduit par un niveau des impôts nets des subventions sur la production négatif de 34 % et, d'autre part, un financement public qui ne représente que 1,4 % des ressources courantes de ces ISBL, alors que celles provenant du secteur privé belge et de l'étranger représente près de 90 % (la part des ménages étant de 10 %). **Le compte satellite des ISBL ne permet cependant pas d'isoler la part de financement public dans la composition des catégories de provenance des ressources courantes.** Par exemple, les financements publics liés aux prestations fournies aux patients sont incluses dans les ressources courantes provenant des ménages.

#### UN SECTEUR DYNAMIQUE ET CRÉATEUR D'EMPLOIS

Avec 58 % de la création totale des emplois en Belgique entre 2009 et 2014, les ISBL confirment leur dynamisme et leur statut de **vivier pour la création d'emploi**. Cette performance nécessite cependant d'être complétée par l'analyse de la nature de l'emploi. Les ISBL ont en effet contribué à 43 % du nombre d'heures travaillées et la contribution des ISBL à l'évolution de la masse salariale se limite à 14 %. Bien que l'impact de l'emploi salarié dans les ISBL semble plus nuancé, il s'explique pour l'essentiel par des facteurs structurels.

Tout d'abord, **le temps partiel est une pratique plus fréquente dans les ISBL**, sans pour autant être en mesure d'en préciser la nature volontaire ou non. D'autre part, les ISBL sont les plus nombreuses dans les branches de la santé humaine et de l'action (médico) sociale, alors **que le temps de travail y est inférieur à la moyenne nationale**, ce qui implique une pondération supérieure de ces branches qui ont un effet de structure sur le nombre d'heures travaillées. Enfin, le salaire horaire moyen dans le secteur associatif est inférieur en moyenne de 14 % à celui dans le reste de l'économie. Là encore, cet indicateur est à nuancer car **le salaire horaire**

**brut perçu par le travailleur n'est plus que de 10 % inférieur** dans les ISBL par rapport au reste de l'économie, les **cotisations patronales des ISBL étant proportionnellement moindres que les organisations dans le reste de l'économie**, soit à environ 76 % des cotisations de ces dernières.

- Mathieu de Poorter – [mathieu.depoorter@unipso.be](mailto:mathieu.depoorter@unipso.be)